

Ways of Europe

**Pour des Droits Humains
et une Justice Climatique
au-delà des Frontières**

Ways of Europe s'engage à construire une Europe plus juste, plus équitable, plus démocratique et plus libre — en partant de ses frontières symboliques et physiques. En nous réunissant à Calais et à Dunkerque, des territoires façonnés à la fois par la transition industrielle et les mobilités humaines, nous affirmons une vérité simple : il n'y a pas de transition juste sans justice migratoire. La transition juste doit être un projet qui concerne l'ensemble de la société, et cela inclut les personnes migrantes — dans les politiques publiques, les médias, l'éducation, l'économie et la culture. Le changement climatique, les inégalités et les mobilités humaines sont des réalités interdépendantes. Ce manifeste est porté par des jeunes de toute l'Europe, qui imaginent un continent où la transformation écologique et la dignité humaine avancent ensemble. Des voix de la jeunesse pour une Europe qui inclut, intègre et innove.

Nos revendications et visions communes :

Une société juste doit être pour toutes et tous. Les valeurs fondatrices de l'Europe — dignité, droits, égalité — doivent s'appliquer à toutes les personnes qui y vivent, s'y déplacent ou y cherchent refuge. Une démocratie qui exclut n'est pas une démocratie ; la liberté ne peut être sélective. Cette société doit aussi fonctionner pour les personnes migrantes, une réalité humaine façonnée par les inégalités, les guerres, les frontières et les dérèglements climatiques. Les migrant·e·s n'apportent pas l'instabilité — ils et elles la révèlent. La crise réside dans les systèmes qui décident quelles humanités comptent.

L'Europe doit remplacer la peur par l'empathie et transformer la manière dont la migration est comprise. Les récits publics déshumanisent trop souvent les personnes à travers la peur, les stéréotypes et les chiffres. Nous appelons à un changement vers une communication fondée sur la solidarité et les faits, soutenue par des réformes des médias qui privilégient la vérité et le contexte. Les systèmes éducatifs doivent développer l'esprit critique sur la migration et la diversité, grâce à un programme européen pour la citoyenneté mondiale. La culture et les expressions artistiques issues des communautés migrantes doivent être reconnues comme faisant partie de l'identité européenne, montrant que les cultures dites « extérieures » sont profondément enracinées sur ce continent.

Les personnes migrantes doivent être entendues, représentées et impliquées dans la construction de l'avenir de l'Europe. Les migrant·e·s sont trop souvent évoqué·e·s, mais rarement écouté·e·s. Nous demandons la création d'espaces physiques et numériques accessibles pour le récit, le dialogue et la lutte contre les discours de haine. Les politiques ne peuvent être élaborées sur les migrations sans la participation des personnes concernées. Elles doivent bénéficier d'une représentation significative dans les conseils locaux, les ONG, les syndicats et les instances consultatives de l'UE. Les organisations dirigées par des migrant·e·s doivent disposer de financements stables et de moins d'obstacles administratifs, afin que leur expertise et leur leadership contribuent aux transitions dans le logement, l'emploi, la santé et l'éducation.

La justice économique exige la reconnaissance du rôle des personnes migrantes dans la transformation sociale et écologique de l'Europe. Les migrant·e·s soutiennent déjà des secteurs clés — du travail du *care* (soin) à l'agriculture, de la construction à l'innovation numérique. Une transition équitable doit garantir l'accès aux emplois verts, la reconnaissance des compétences et des qualifications pour soutenir l'emploi dans les énergies renouvelables, l'agriculture durable, l'économie circulaire et l'innovation numérique. Les personnes migrantes doivent avoir le droit à la reconversion professionnelle, à la littératie numérique et à des formations aux compétences vertes afin de participer pleinement à la transformation écologique de l'Europe. Elles doivent bénéficier de conditions de travail sûres, de contrats clairs et d'un accès égal aux soins de santé. Les politiques de logement doivent prévenir la ségrégation et construire des communautés cohésives. Les investissements publics dans la durabilité doivent créer des opportunités pour toutes et tous, en transformant structurellement les économies tout en réduisant les inégalités. La justice économique est une justice climatique, et aucune des deux ne peut être atteinte sans inclure pleinement les personnes migrantes.

L'éducation et la participation sont les fondements de l'appartenance, de la démocratie et d'une transition juste. Chaque personne mérite un accès à l'apprentissage des langues, à l'orientation culturelle et à des espaces partagés inclusifs dans les écoles, les centres de jeunesse et les quartiers. Ces espaces doivent permettre aux individus de se rencontrer d'égal à égal. Leur expérience, leur créativité et leur capacité d'innovation sont des atouts essentiels pour l'avenir. Des formations doivent également être proposées aux personnes travaillant dans les institutions publiques en lien avec les publics migrants, afin d'adapter leurs pratiques et comportements face aux barrières linguistiques et culturelles que ces personnes peuvent rencontrer. L'apprentissage de mots et expressions pratiques, au minimum en anglais et potentiellement dans d'autres langues, permettrait de faciliter les premiers échanges. L'accès à l'éducation implique aussi un accès numérique universel aux outils, aux formations et à la protection en ligne, afin que les personnes migrantes puissent contribuer à l'avenir écologique et démocratique de l'Europe.

La protection doit remplacer l'exploitation, en particulier dans les régions frontalières comme Calais et Dunkerque. Les personnes migrantes font face à l'exploitation de la part des passeurs, d'employeurs abusifs et d'institutions qui ne parviennent pas à les protéger. La confiance doit être reconstruite grâce à la coopération entre les ONG et les autorités publiques, ainsi qu'à travers des plateformes numériques sécurisées offrant des informations sur les droits, un soutien juridique et des moyens sûrs de signaler les abus. Les budgets dédiés aux frontières doivent être réorientés de la militarisation vers l'inclusion, la protection et l'éducation. Ces territoires — marqués par les ports, les frontières et le déclin industriel — doivent devenir des modèles de réparation sociale et environnementale.

La justice climatique doit inclure la migration. À mesure que la planète se réchauffe, de plus en plus de personnes seront déplacées par les inondations, les sécheresses et l'effondrement environnemental. Pourtant, les personnes déplacées pour des raisons climatiques restent invisibles dans le droit. L'Europe doit reconnaître les réfugié·e·s climatiques et intégrer la mobilité dans les politiques d'adaptation et de transition. La migration fait partie des réponses humaines aux changements environnementaux. Une Europe juste sur le plan climatique doit aussi être une Europe juste sur le plan migratoire.

Nous exigeons une Europe qui écoute, inclut et agit. Ce manifeste est un appel à l'action. Nous voulons un avenir où la migration est perçue comme une histoire partagée — de courage, d'adaptation et de transformation mutuelle. La transition juste est une opportunité unique de repenser l'appartenance, les processus de décision et le type de société que nous voulons construire. Nous appelons les institutions européennes, les gouvernements nationaux, la société civile, les éducateur·rice·s et les jeunes à bâtir un avenir où la transition écologique et la justice sociale se

renforcent mutuellement. Laissons les personnes migrantes s'exprimer. Faisons en sorte que toutes les voix comptent. Une transition juste commence par l'inclusion. L'avenir nous appartient à toutes et tous.

L'action climatique comme responsabilité mondiale. Le changement climatique n'est pas seulement une crise environnementale — c'est une crise des droits humains qui affecte l'accès à l'alimentation, à l'eau, à la sécurité et à la dignité. Ses impacts dépassent les frontières, faisant de l'action climatique une responsabilité globale. L'Union européenne doit montrer l'exemple en défendant la coopération internationale, la justice climatique mondiale et la protection des communautés affectées par le climat à travers le monde. Sans un engagement mondial fort, les efforts internes de l'Europe restent insuffisants. Une transition juste n'a de sens que si elle contribue à un monde plus sûr et plus équitable pour toutes et tous.

Ce manifeste a été créé par des jeunes, pour les jeunes, et pour un avenir ancré dans le dialogue, les ateliers et les expériences vécues à travers l'Europe.

